

me demande comment nous pourrions laisser à sir Henry Thornton ses coudées franches aussi longtemps que nous aurons à solder la note. Voilà pourquoi j'adresse ces observations au ministre des Chemins de fer (l'hon. M. Graham) qui en tiendra compte, je l'espère, et prendra les moyens d'empêcher que ces erreurs se répètent. J'ai constaté d'autres choses, mais je ne crois pas sage de les publier ici ce soir. Toutefois, je serai bien aise d'avoir un entretien avec le ministre et de lui transmettre ces autres renseignements, comptant qu'ils contribueront à arranger les choses.

Ce que je dirai maintenant ne sera guère goûté. Vu que notre dette publique s'est accrue de près de 50 millions de dollars cette année et qu'elle augmentera probablement d'autant l'an prochain, je tiens à déclarer que le Gouvernement n'est pas sincère lorsqu'il prêche l'économie. Je dirai pourquoi. Il y a quelque temps, j'ai présenté un projet de résolution et la députation sait comment il a été accueilli. Je ne veux pas dire que l'opposition est venue de l'autre côté de la salle. Je sais cependant que le Gouvernement crée des charges nouvelles et qu'il paie de gros traitements; or, il ne ferait rien de tel s'il tenait réellement à pratiquer l'économie. Il me suffira de signaler deux cas: la nomination de l'honorable Duncan Marshall à \$6,000 par année, plus une allocation de \$15 par jour, et celle de l'honorable M. Pugsley à un traitement annuel de \$9,000.

L'hon. M. GRAHAM: L'honorable député souffrira-t-il que je le reprenne? Il pourra se rendre compte que le traitement de l'honorable M. Pugsley n'est pas payé sur les deniers publics.

M. LEADER: Dans ce cas, je me demande sur quoi il peut bien l'être?

L'hon. M. GRAHAM: Sur les biens appartenant à l'ennemi.

M. LEADER: Le dépôt de mon projet de résolution tendant à la réduction de l'indemnité parlementaire m'a réellement servi de leçon, et j'ai maintenant la conviction que c'est peine perdue de la part d'un simple député que de prendre l'initiative d'une démarche pareille. L'économie à pratiquer de ce côté-là doit être proposée par le Gouvernement ou avec son assentiment. Comme l'avait déjà fait hier un député conservateur dont le nom m'échappe, le représentant de la division Saint-Laurent (M. Marler) a laissé entendre ce soir qu'il y a beaucoup trop de gaspillage dans la gestion des affaires publiques. L'honorable collègue qui siège à ma droite a déclaré

[M. Leader.]

que trois ou quatre des membres du cabinet se sont absentés pendant la session au moment même où leur présence était nécessaire à Ottawa,—si toutefois l'on peut dire qu'elle y soit jamais nécessaire. On s'est cependant passé d'eux, et je crois qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à s'en passer tout le temps. Le cabinet américain ne se compose que de dix secrétaires qui, j'en suis sûr, ne valent pas mieux que les nôtres. Il me semble que nous pourrions, nous aussi, nous accommoder de ce nombre-là.

L'hon. M. MURDOCK: Je crois savoir que les membres du cabinet des Etats-Unis ne sont pas tenus d'assister aux séances du Congrès jusqu'à une heure du matin.

M. LEADER: Je terminerai mon discours,—voilà probablement celle de mes déclarations qui sera la plus goûtée. Je tiens à dire franchement que j'ai rencontré la plupart des ministres pour la première fois depuis mon arrivée; j'ai eu affaire à eux et ils m'ont toujours traité poliment, consentant à faire pour moi tout ce qu'ils pouvaient. Je crois cependant qu'ils sont trop nombreux; c'est le seul reproche que je puisse leur faire.

L'hon. M. MURDOCK: Où porteriez-vous la hache en premier lieu?

M. LEADER: Il ne serait probablement pas gentil de le dire,—vous avez entendu les paroles de mon voisin de droite. Bien que d'autres aient félicité le ministre des Finances, j'offrirais plutôt mes félicitations au représentant de Brome (M. McMaster), dont le discours et la conduite ce soir ont prouvé que la morale politique n'est pas disparue.

L'hon. M. MOTHERWELL: Que trouve-t-on à redire à nos mœurs, à nous?

M. LEADER: Je voudrais féliciter le *Manitoba Free Press*, journal que le ministre de l'Agriculture semble prendre en grippe. Je veux louer son administrateur, quel qu'il soit,—j'ignore son nom. Il fut un temps où je n'approuvais pas les doctrines qu'enseignait le *Free Press*, ni ceux qui traçaient son programme. Je crois savoir que sir Clifford Sifton est encore l'arbitre de ses destinées, et je veux profiter de l'occasion pour le féliciter de ce qu'il épouse la cause de la plèbe.

Comme d'autres pays, le Canada réclame à grand cris des hommes probes pour veiller à son sort, sort que Dieu lui a réservé: celui de devenir une grande et libre fédération britannique abritant un peuple prospère et satisfait.

(Sur le proposition de M. Casgrain, la suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.)